



Malgré des résultats en dents de scie, l'extrême-droite aux Pays-Bas est en train de solidement s'ancrer dans le paysage politique. Avec ses 20 sièges au Parlement, le Parti pour la Liberté de Geert Wilders est devenu la seconde force politique du pays.

Le choc du 11 septembre 2001

Si l'on retient la thèse, défendue par Jean-Yves Camus que l'Europe depuis 1945 a été touchée par quatre vagues différentes de partis extrémistes de droite (la vague des partis néo-fascistes marqués par la nostalgie du fascisme « historique », la vague des années 50 avec le poujadisme en France, celle du national-populisme des années 1970, celle du populisme islamophobe des années 2000) on peut affirmer que seule la quatrième vague a vraiment touché les Pays-Bas, tellement les groupes néerlandais issus du national-socialisme (relativement puissant dans les années 30 jusqu'en 1945) ont été marginaux dans la seconde moitié du vingtième siècle, de même que les organisations national-populistes. En 1998, les suffrages de l'extrême-droite aux Pays-Bas sont proches du zéro (0,6%).

Cette quatrième vague est une réaction aux attentats du 11 septembre 2001, représentant une radicalisation de la théorie du choc des civilisations. C'est dire que les partis politiques qui en font partie sont structurés par leur rapport antagoniste à l'islam dans sa globalité, comme religion mais aussi comme civilisation.

Pim Fortuyn, le fondateur du populisme islamophobe

C'est un homme ne relevant pas de l'extrême-droite qui va l'introduire aux Pays-Bas : Pim Fortuyn. En effet, Pim Fortuyn est un homme issu de la gauche intellectuelle, qui affiche fièrement son homosexualité. Mais après le 11 septembre 2001, il dénonce vigoureusement la présence, selon lui liberticide, de l'islam aux Pays-Bas. Il le fait en dégagant un charisme certain et en joignant son hostilité à l'islam à une dénonciation des élites aveugles au danger. Il insiste particulièrement sur le fait que l'immigration musulmane brise le consensus trouvé depuis des décennies entre les confessions chrétiennes et les laïcs et qui fait la réputation de tolérance du pays. Ce discours obtient un succès fulgurant : la liste Pim Fortuyn obtient 34,7% des suffrages aux élections municipales à Rotterdam en 2002. Mais cette ascension est brisée lorsqu'il est assassiné par un activiste écologiste en mai 2002 alors qu'il a formé une liste portant son nom aux législatives.



en bref

-  POPULATION : **17 M d'habitants**
-  PRINCIPAL PARTI D'EXTRÊME-DROITE : **PVV**
Parti pour la liberté
-  SCORE AUX EUROPEENNES 2014 : **13%** ↘
SCORE AUX LEGISLATIVES 2017 : **13,1%** ↘
-  PERSONNALITE POLITIQUE :
Geert Wilders

Le choc provoqué par son assassinat (la violence politique étant quasi-inexistante aux Pays-Bas) amène la Liste Pim Fortuyn à 17% des suffrages. La LPF participe au gouvernement mais la disparition de son leader charismatique entraîne son extinction rapide.

Geert Wilders, l'héritier qui radicalise le racisme anti-musulman

Mais la dénonciation de l'islam au nom de la défense des libertés et des droits des femmes et des homosexuels, dans un contexte idéologique international où le néo-conservatisme américain est à l'offensive, va être reprise par un jeune homme politique issu de la droite néerlandaise (il est l'assistant du principal dirigeant de la droite, Frits Bolkestein, futur commissaire européen auteur de la célèbre et ultra-libérale directive « services ») et proche des néo-conservateurs américains : Geert Wilders. Il va opérer cette reprise d'une manière telle que l'on peut le classer à l'extrême-droite du champ politique néerlandais et européen.

C'est en 2006 que Geert Wilders quitte la droite libérale pour fonder son propre « parti », le Parti pour la liberté (PVV). Parti d'un nouveau type puisque Wilders en est le seul membre ! Les positions du nouveau parti sont axées contre l'islam et l'immigration non européenne : il faut la stopper pendant 5 ans, l'abbatage hallal (mais aussi casher) doit être interdit de même que les minarets, la construction de mosquées et le Coran ! Mais il développe aussi tout un axe populiste : rejet des élus, retour de la morale traditionnelle, referendum d'initiative populaire, mandat impératif. Le troisième axe de Wilders est anti-européen : sortie de l'UE, fermeture des frontières figurent au programme du PVV. Enfin, le programme prévoit de limiter l'action de l'Etat dans l'économie tout en refusant l'allongement de l'âge de la retraite.

On peut donc parler d'un populisme xénophobe, islamophobe et anti-européen. Mais Wilders est également capable de reprendre une vieille revendication nationaliste radicale comme le rattachement de la Flandre aux Pays-Bas. Enfin, il est pro-Israélien et entretient de très bonnes relations avec l'extrême-droite israélienne en la personne d'Avigdor Liberman.

Le PVV connaît rapidement un succès non négligeable puisque il obtient 17% des voix aux européennes de 2009 puis 15,4% aux législatives de 2010. Il décide alors de soutenir le gouvernement de droite sans y entrer sur la base d'une politique économique austéritaire et de la lutte contre l'immigration. Mais cette intégration à la majorité parlementaire déçoit une partie de son électorat et le PVV décide en 2012 de retirer son soutien au gouvernement, prenant prétexte de son refus de soutenir l'allongement de l'âge de la retraite ; ce qui ne l'empêche pas de redescendre à 13% aux élections européennes de 2014. En 2017, le PVV paraît longtemps en mesure d'arriver en tête à la lecture des sondages mais pas de gouverner car sa poussée provoque dans le champ politique une double réaction : construction d'un cordon sanitaire, aucun parti ne se proposant de gouverner avec Wilders, et radicalisation de la droite (Mark Rutte) sur la question de l'immigration.

On a aux Pays-Bas un cas extrêmement rare où cette radicalisation de la droite permet de bloquer la poussée de l'extrême-droite puisque finalement, le PVV arrive deuxième avec « seulement » 13,1% des voix, la première place demeurant à la droite.

Une extrême-droite endiguée mais qui pèse sur les décisions politiques

Le développement du PVV a donc atteint une sorte de plafond de verre dans la dernière décennie. Cependant, l'extrême-droite populiste et islamophobe s'est enracinée puisque le PVV obtient toujours des scores supérieurs à 10%. Cet enracinement, ainsi que la stratégie de la droite, permet à Gert Wilders de peser sur les débats politiques. Même si les thèmes économiques et sociaux sont restés prioritaires pour les citoyens néerlandais en 2017, les thèmes liés à l'islam, à l'immigration et à l'insécurité venaient juste derrière. Cette influence dans le débat politique permet d'ailleurs à Wilders d'avoir pesé une fois sur la production législative. En 2018, la proposition qu'il défendait depuis 2005 d'interdire la burqa et le niqab (portés aujourd'hui par quelques centaines de musulmanes dans tout le pays) a pu être adoptée par le Parlement, en y incluant les ports de la cagoule et du casque intégral à la demande de la droite pour faire croire que ce n'est pas l'islam qui est visé !

En 2019, la montée d'une nouvelle force

Créé en 2017 le « Forum pour la Démocratie » de Thierry Baudet reprend les mêmes thématiques que le PVV, surtout le rejet de l'intégration européenne et de l'Islam, mais sur un ton se voulant plus policé et plus intellectuel. Il attire davantage les classes moyennes, en laissant un électorat plus populaire au PVV.

Aux élections provinciales de la mi-mars 2019 il devient la deuxième force du pays avec presque 15% des voix. Une 'relève' possible à l'extrême droite qui montre que le terrain est encore fertile pour cette idéologie nauséabonde.



www.visa-isa.org



@assovisa



association visa



Vous voulez en savoir plus ?
Retrouvez un dossier encore plus complet sur notre site.